

# **Solidaires n'a pas de temps à perdre à voir Macron à l'Élysée**

Solidaires a reçu, à nouveau, une invitation par l'Élysée, à se rendre le 7 septembre au Conseil national pour la refondation (CNR). Présenté comme un outil visant à revivifier une démocratie malade, tout en répondant aux défis actuels dans l'urgence, Le président de la République assume faire explicitement référence au Conseil national de la résistance (CNR) qui en 1944 a refondé un nouveau modèle social. Après des mois de luttes contre la réforme anti-sociale des retraites que nous a imposé le gouvernement, comment peut-il oser utiliser encore l'acronyme du CNR ? Et à quoi sert-il à côté de l'assemblée, du CESE et/ou des négociations interprofessionnelles ?

**Comme l'année dernière, nous déclinons cette invitation.**

Le Conseil National pour la Refondation n'est qu'un exercice de communication. Cet exercice est destiné à faire croire à la possibilité d'une "union nationale", et à mettre en scène un gouvernement qui serait à l'écoute des travailleurs-euses à travers nos organisations syndicales. Ces dernières années ont prouvé l'inverse. Il n'y a aucune volonté de changer le système qui nous mène dans le mur : les cadeaux au patronat se multiplient, avec 150 à 200 milliards d'euros/an d'aides aux entreprises, les privatisations et externalisations de services publics aussi tout comme les réformes anti-sociales : retraites, chômage, logement, prochaine loi immigration, etc. Rien de majeur n'est engagé face à l'urgence des défis climatiques et écologiques. Pire : la fuite en avant productiviste et la répression semblent les seules réponses possibles pour ce pouvoir.

Enfin les revendications de Solidaires, en matière d'écologie, d'éducation, d'emploi, de santé, de logement, de grand âge et du numérique (les 7 thématiques retenues du "CNR") sont connues, et portées à travers nos luttes : or l'Élysée répond-il aux revendications de Solidaires et intersyndicales en matière de revalorisation salariale, d'augmentation du SMIC, de revalorisation des métiers féminisés, de revalorisation substantielle du point d'indice, ou encore sur l'emploi les services publics, la santé, l'éducation, les sujets environnementaux et de protection sociale? Ce gouvernement répond-il par des mesures concrètes aux attentes et aux luttes des travailleuses et des travailleurs ? La réponse est non.

**Nous n'avons pas de temps à perdre dans de vaines communications,  
l'exécutif doit répondre aux urgences climatiques et sociales !**